



RAPPORT FINANCIER
ASSEMBLEE GENERALE
du 29 mars 2018

Rapport du Trésorier à l'Assemblée Générale
Cristian Tabacaru, Trésorier

CARE France est une association reconnue d'utilité publique
Exercice 2017



COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES FY17 ET BUDGET FY18

22-mars-18

en milliers d'euros

	Réalisé		Réalisé		Budget	
	Exercice 2015/2016		Exercice 2016/2017		Exercice 2017/2018	
I - Ressources de l'exercice	TOTAL		TOTAL		TOTAL	
1. Produits de la générosité du public						
Dons manuels non affectés	5 890		6 459		6 699	
Dons manuels affectés	1 641		1 681		1 412	
Legs et autres libéralités non affectés	190					
Legs et autres libéralités affectés	437		166		124	
Total 1 - Produits de la générosité du public	8 158	22,8%	8 306	21,9%	8 234	23,9%
2. Autres Fonds privés						
Dons & subventions Entreprises privées	2 154		1 286		2 149	
Fondations françaises & étrangères	2 330		3 252		1 731	
Dons en nature comptabilisés			31		30	
Total 2 - Autres Fonds privés	4 484	12,5%	4 568	12,0%	3 910	11,4%
3. Subventions institutionnelles						
Organismes gouvernementaux français	1 217		1 068		4 109	
Collectivités territoriales	142		95		22	
Union Européenne ECHO (Urgences)	7 871		8 514		4 947	
Autres financements Union Européenne	4 106		4 596		2 651	
Organismes gouvernementaux étrangers	7 033		8 711		10 346	
Organismes internationaux	2 717		778		200	
Total 3 - Subventions institutionnelles	23 086	64,4%	23 762	62,5%	22 276	64,7%
4. Autres produits d'exploitation						
Cotisations	4		4		4	
Total 4 - Autres produits d'exploitation	4	0,0%	4	0,0%	4	0,0%
5. Autres produits						
Produits financiers	10		132			
Reprises amortissements & autres divers	80		1 237			
Total 5 - Autres produits	90	0,3%	1 370	3,6%		0,0%
I - Total des ressources (compte de résultat)	35 822		38 010		34 424	
Reprises provisions CARE France	369		332		70	
Reprises provisions CARE Cameroun						
II - Reprises de provisions	369		332		70	
III - Report des ressources non encore utilisées	2 406		2 189		1 444	
IV - TOTAL GENERAL	38 597		40 532		35 939	

I - Emplois de l'exercice	Exercice 2015/2016		Exercice 2016/2017		Exercice 2017/2018	
	TOTAL		TOTAL		TOTAL	
1. Missions sociales						
1.1 Réalisées en France						
Actions réalisées directement						
Frais de suivi des programmes (siège)	1 249		1 434		1 629	
Versements à des organismes en France	182		259		91	
1.2 Réalisées à l'étranger						
Actions réalisées directement	27 261		29 643		25 890	
Versements à des organismes à l'étranger	2 104		2 156		2 020	
Total 1 - Missions Sociales	30 796	87,7%	33 492	88,0%	29 629	85,3%
2. Frais de recherche de fonds						
2.1 Frais d'appel à la générosité du public						
Frais d'appel et de traitement de dons	2 949		3 155		3 414	
Frais d'appel et de traitement des legs	6		1		10	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	194		167		234	
2.3 Frais de recherche des subventions publiques	166		220		256	
Total 2 - Frais de recherche de fonds	3 315	9,4%	3 543	9,3%	3 913	11,3%
3. Frais de fonctionnement et autres charges						
Frais d'information et de communication	327		330		423	
Autres frais de fonctionnement	664		701		759	
Total 3 - Frais de fonctionnement et autres charges	991	2,8%	1 031	2,7%	1 182	3,4%
I - Total des emplois (compte de résultat)	35 102	100%	38 066	100%	34 724	100%
Dotations aux Provisions CARE France	332		549			
Dotations aux Provisions CARE Cameroun						
II - Dotations aux provisions	332		549			
II - Ressources restant à utiliser	2 189		1 444		1 160	
III - Excedent de l'exercice	973		472		54	
IV - TOTAL GENERAL	38 597		40 532		35 939	

COFICOM

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 37.472 EUROS

R.C.S PARIS SIRET: 379 598 626 00024

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

7 RUE DE VILLERSEXEL - 75007 PARIS

TELEPHONE : 01 45 48 88 18

CARE FRANCE

Association reconnue d'utilité publique

71 rue Archereau

75019 Paris

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2017

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS**

Aux Membres de l'Association CARE FRANCE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Paris, le 14 mars 2018

Le Commissaire aux Comptes



COFICOM
Geneviève MANSARD-COLLIN

Aux Membres de l'Association CARE FRANCE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2017, sur:

- le contrôle des comptes annuels de l'Association CARE FRANCE, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la justification de nos appréciations
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau sur délégation du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification des appréciations, nous vous indiquons que l'opinion ci-dessus s'appuie sur l'examen des principes comptables suivis, sur le contrôle du calcul des fonds dédiés et sur les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, en particulier celles tenant à la séparation des exercices. Nous nous sommes également assuré que le compte d'emplois des ressources est établi conformément aux règles de répartition mentionnées en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

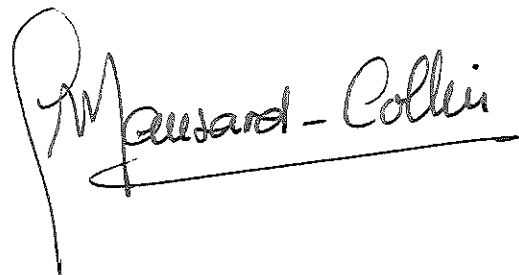
III Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier de votre Association.

Paris, le 14 mars 2018

Le Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, reading "Geneviève MANSARD-COLLIN". The signature is written in a cursive style with a long, sweeping underline.

COFICOM
Geneviève MANSARD-COLLIN

BILAN ACTIF		30/06/2017			30/06/16
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE (a)					
Immobilisations incorporelles:		6 923	6 174	749	676
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Logiciels, droits et valeurs similaires		6 923	6 174	749	676
Autres					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles:		75 946	49 486	26 460	15 981
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériels, et outillage		772	772	0	58
Autres		75 174	48 714	26 460	15 923
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations financières:		91 741	0	91 741	89 884
Prêts		0	0	0	0
Autres immo fi		91 741	0	91 741	89 884
Total (I)		174 610	55 660	118 950	106 541
Comptes de Liaison (II)		0		0	0
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Créances (1):		8 648 674	0	8 648 674	6 800 758
Créances clients et comptes rattachés					
Autres créances		8 648 674	0	8 648 674	6 800 758
Valeurs mobilières de placement:		103 943		103 943	103 943
Autres titres		103 943	0	103 943	103 943
Disponibilités		5 557 712		5 557 712	6 971 078
Charges constatées d'avance (1)		1 726 539		1 726 539	2 327 864
Total (II)		16 036 868	0	16 036 868	16 203 643
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)		0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)		0		0	0
Ecart de conversion Actif (V)		34 446		34 446	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		16 245 924	55 660	16 190 264	16 310 184
(1)	Dont à moins d'un an (brut)	10 375 213		10 375 213	9 128 622
(a)	Avec clause de réserve de propriété:	Néant		Néant	Néant
Engagements reçus					
Legs nets à réaliser:				439 320	148 000
- acceptés par les organes statutairement compétents				439 320	148 000
- autorisés par l'organisme de tutelle				0	0

BILAN PASSIF	30/06/2017	30/06/2016
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds Propres		
Dotation statutaire	10 000	10 000
Fonds Associatifs sans droit de reprise:	826 074	963 259
<i>(Dons & Legs avec contrepartie d'actifs d'Immo, subv.d'invest. Affectés à des biens renouvelables)</i>		
Fonds enfants Roumains	821 174	821 174
Fonds d'intervention	0	142 085
Réserve Carbone	4 900	
Ecart de réévaluation		
Réserves:	1 844 687	734 469
Réserve générale	1 844 687	734 469
Réerves statutaires ou contractuelles		
Réerves réglementées		
Autres		772
Report à nouveau	0	0
Résultat de l'exercice: excédent ou (déficit)	472 394	973 033
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total (I)	3 153 155	2 680 761
Comptes de Liaison	(II)	0
	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	548 510	332 445
Provisions pour charges	12 030	0
Total (II)	560 540	332 445
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources	1 444 349	2 189 407
Total (III)	1 444 349	2 189 407
DETTES (1)	7 338 862	6 173 016
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès établissements de crédits (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	17 712	0
Avances et acomptes reçues sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	567 581	675 958
Dettes fiscales et sociales	797 402	600 017
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	5 956 167	4 897 042
Produits constatés d'avance (1)	3 635 968	4 934 554
TOTAL (IV)	10 974 830	11 107 570
Ecarts de conversion passif	(V)	0
	57 390	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	16 190 264	16 310 184
(1) Dont à moins d'un an	10 974 830	11 107 570
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		
Engagements donnés	0	0

COMPTE DE RESULTAT		30/06/2017	30/06/2016
Produits d'exploitation (1):			
Produits des activités annexes:			
Produits des sous-locations		0	0
Sous-total A - Montant net des produits d'exploitation		0	0
Subventions d'exploitation		24 492 280	23 085 993
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		0	0
Collectes		11 662 357	12 642 048
Cotisations		3 880	3 560
Autres produits		481 592	80 488
Total des Produits d'Exploitation	(I)	36 640 109	35 812 089
Charges d'exploitation (2):			
Achats de soustraitance		2 669 151	2 370 735
Achats non stockés mat. & fournitures		7 219 190	6 480 935
Autres achats et charges externes		3 894 382	3 676 052
Sous-total B - Autres achats et charges externes (3)		13 782 723	12 527 721
Impôts, taxes et versements assimilés		206 855	193 124
Salaires et charges sociales		9 782 457	8 836 956
Autres charges de personnel		0	
Dotations aux amortissements et aux provisions:			
Sur immobilisations: dotations aux amortissements		14 977	6 025
Sur immobilisations: dotations aux provisions		0	
Sur actif circulant: dotations aux provisions		0	
Pour risques et charges: dotations aux provisions		0	0
Autres charges		12 686 643	13 421 049
Total des Charges d'Exploitation	(II)	36 473 655	34 984 876
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	166 454	827 213
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun:			
Bénéfice ou perte transférée	(III)		
Pertes ou bénéfices transféré	(IV)		
Produits financiers:			
De participation (4)			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)		0	9 545
Autres intérêts et produits assimilés	(4)	7 911	0
Reprises sur provisions et transferts de charges		0	0
Différences positives de change		124 357	823
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total	(V)	132 268	10 368
Charges financières:			
Dotations aux amortissements et provisions financières		12 030	0
Intérêts et charges assimilées		308	
Différences négatives de change	(5)	227 882	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
Total	(VI)	240 220	0
2. RESULTAT FINANCIER	(V-VI)	-107 952	10 368

3. RESULTAT COURANT avant impots	58 502	837 582
---	---------------	----------------

Produits exceptionnels:		
Produit sur opérations de gestion	1 237 341	0
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	332 445	368 880
Total (VII)	1 569 786	368 880
Charges exceptionnelles:		
Charge sur opérations de gestion	1 352 442	117 981
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	548 510	332 445
Total (VIII)	1 900 952	450 426

4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-331 166	-81 546
--	-----------------	----------------

Report ressources non utilisées		
Reprise de Fonds Dédiés	1 080 475	368 156
Total (IX)	1 080 475	368 156
Engagements sur ressources affectées		
Dotation Fonds Dédiés	335 417	151 159
Total (X)	335 417	151 159

Total des produits (I+III+V+VII+IX)	39 422 638	36 559 493
Total des charges (II+IV+VI+VIII+X)	38 950 244	35 586 461

EXCEDENT OU DEFICIT (-)	472 394	973 033
--------------------------------	----------------	----------------

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits :		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature	30 500	
Total	30 500	0
Charges :		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite des biens		
Prestations en nature	30 500	0
Personnel bénévole		
Total	30 500	0

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Règles et Méthodes comptables

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2017, le total est de 16 190 264 € ; le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat de 472 394 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2016 au 30/06/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général
- Le règlement n°99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations
- Le règlement comptable CRC n°2008-12 sur l'établissement du compte d'emploi annuel des ressources

Faits caractéristiques de l'exercice : reprise du bureau de CARE International à Madagascar

Evènements significatifs postérieurs à la clôture : néant

Règles et méthodes comptables :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels intègrent la comptabilité de CARE International au Cameroun, qui a été placé sous la responsabilité de CARE France en 2008, de CARE International au Liban, sous la responsabilité de CARE France depuis mai 2013 et de CARE International à Madagascar, sous la responsabilité de CARE France depuis le 1er juillet 2016.

L'avancement des programmes suivis au siège est évalué au moment de la clôture selon une estimation au prorata temporis :

- au cours de la mise en œuvre, les montants reçus des différents financeurs sont constatés en produits. A la date de clôture, la différence entre ceux-ci et le calcul d'avancement au prorata temporis détermine un montant de produits constatés d'avance ou de produits à recevoir.
- de même, les montants transférés sur le terrain pour la mise en œuvre des programmes sont constatés en charges. A la date de clôture, la différence entre celles-ci et le calcul d'avancement au prorata temporis détermine un montant de charges constatées d'avance ou de charges à payer.

En revanche, dans les bureaux pays de Care France (Liban, Cameroun et Madagascar), les charges sont constatées en fonction des décaissements (et non selon la méthode du prorata temporis), et les produits sont alignés sur les charges constatées.

La rubrique "salaires et charges sociales "du compte de résultat intègre à hauteur de 3.318 K€ les coûts en sous traitance de prestataires assimilés dans les bureaux pays aux frais de personnel.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- | | |
|--|------------|
| ▪ Logiciels | 1 à 3 ans. |
| ▪ Agencements & aménagements des constructions | 5 à 10 ans |
| ▪ Matériel informatique | 5 et 3 ans |
| ▪ Mobilier de bureau | 5 et 3 ans |

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Fonds dédiés

Il s'agit de l'excédent des dons non encore utilisés à la clôture de l'exercice mais affectés à certains programmes :

- Fonds Axa changement climatique
- Fonds CFAO
- Fonds Enfants Roumains Abandonnés
- Fonds Société Générale pour l'Education
- Fonds Crise Syrienne
- Fonds Haïti
- Fonds Népal
- Fonds Crise Famines

Le système de traitement des dons rattache chaque donateur à sa campagne de prospection d'origine.

Changements de méthode

Néant

Résultat financier

Le résultat financier (-108K€) est composé essentiellement d'écarts de change sur les opérations Liban et Madagascar.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel (-331K€) est la résultante:

- pour -216 K€ de la variation de la provision pour risques (cf. tableau annexe)
- pour -115 K€ d'arbitrages menés sur les comptes de tiers des bureaux pays (-106 K€ au Cameroun, +29K€ au Liban et -38K€ à Madagascar)

Engagements hors bilan

CARE France a pris des engagements sur fonds propres sur certains programmes : le montant des cofinancements non encore couverts à compter du mois de février 2018 s'élève à 1 118 K€, dont 764K€ à couvrir avant le 30/06/2018. CARE France s'est notamment engagée à couvrir les charges de fonctionnement des bureaux CARE International au Maroc à hauteur de 65 K€, au Cameroun à hauteur de 120 K€, au Liban à hauteur de 173 K€ et à Madagascar à hauteur de 123 K€.

Les engagements de départ en retraite du personnel sous contrat de travail CARE France sont estimés en valeur actualisée à 145K€, y compris charges sociales. Les principales hypothèses retenues pour ce calcul sont un âge de départ en retraite à 65 ans, un taux d'actualisation de 2%, un nombre de mois correspondant aux règles internes (un mois de salaire pour 10 ans d'ancienneté [CARE et temps de travail associatif] et 3 mois de salaire pour 15 ans d'ancienneté et plus [CARE et temps de travail associatif]).

Legs acceptés mais non-réalisés

A la date de clôture, plusieurs legs ont été acceptés par l'association, mais n'ont pas encore été réalisés pour un montant net estimé à 439 K€.

Effectifs sous contrat de travail CARE France, au 30 juin 2017

Catégorie	France	Cameroun	Liban	Maroc	Madagascar	Total
Cadres	22	5	3	0	1	31
Non Cadres	17	2	1	2	0	22
Total	39	7	4	2	1	53

Effectif sous contrat de travail CARE Cameroun : 76

Effectif sous contrat de travail CARE Liban : 35

Effectif sous contrat de travail CARE Madagascar : 210

Rémunération des 3 plus hauts cadres bénévoles ou salariés (art 20 de la loi 2005-586 du 23 mai 2006): tous les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre bénévole. En ce qui concerne les salariés, la moyenne des trois rémunérations mensuelles brutes les plus élevées s'élevait à 6 553 €.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature mentionnées en pied de compte de résultat sont valorisées au coût de revient.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS (b) RUBRIQUES (a)	A	B	C	D
	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (c)
Immobilisations incorporelles	6 264	659	0	6 923
Immobilisations corporelles	51 076	24 870	0	75 946
<i>Installations, agencements et aménagements</i>	<i>771</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>771</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Matériel informatique</i>	<i>36 000</i>	<i>24 870</i>	<i>0</i>	<i>60 870</i>
<i>Mobilier de bureau</i>	<i>14 304</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>14 304</i>
Immobilisations financières	89 884	11 553	9 696	91 741
<i>Revolving fund CARE International</i>	<i>45 500</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>45 500</i>
<i>Intérêts à recevoir sur immo fi</i>	<i>4 855</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>4 855</i>
<i>Dépôts de garantie</i>	<i>39 529</i>	<i>11 553</i>	<i>9 696</i>	<i>41 386</i>
TOTAL	147 224	37 082	9 696	174 610

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS (b) RUBRIQUES (a)	A	B	C	D
	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS CUMULES A LA FIN DE L'EXERCICE (c)
Immobilisations incorporelles	5 588	587	0	6 174
Immobilisations corporelles	35 095	14 391	0	49 486
<i>Installations, agencements et aménagements</i>	<i>713</i>	<i>59</i>	<i>0</i>	<i>772</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Matériel informatique</i>	<i>22 340</i>	<i>13 185</i>	<i>0</i>	<i>35 525</i>
<i>Mobilier de bureau</i>	<i>12 042</i>	<i>1 147</i>	<i>0</i>	<i>13 190</i>
Immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL	40 683	14 977	0	55 660

TABLEAU DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS (b) RUBRIQUES (a)	A	B	C	D
	PROVISIONS CUMULEES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS : REPRISES DE L'EXERCICE	PROVISIONS CUMULEES A LA FIN DE L'EXERCICE (c)
Immobilisations financières	0		0	0
TOTAL	0	0	0	0

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	0	0	0
Autres immobilisations financières	91 741	91 741	0
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	0	0	0
Autres	8 648 674	8 648 674	0
Charges constatées d'avance	1 726 539	1 726 539	0
TOTAL	10 466 954	10 466 954	0
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dettes (b)	Montant brut	Échéances à moins 1 an
Emprunts obligataires convertibles (2)		
Autres emprunts obligataires (2)		
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :		
- à 2 ans au maximum à l'origine		
- à plus de 2 ans à l'origine		
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	17 712	17 712
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	567 581	567 581
Personnel et comptes rattachés	576 891	576 891
Dettes fiscales et sociales	220 512	220 512
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes (3)	5 956 167	5 956 167
Produits constatés d'avance	3 635 968	3 635 968
TOTAL	10 974 829	10 974 829

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges				
<i>Provisions pour risques</i>	332 445	548 510	332 445	548 510
<i>Provisions pour charges</i>	0	12 030		12 030
TOTAL	332 445	560 540	332 445	560 540

Ces provisions sont destinées à couvrir :

- des charges programmatiques qui pourraient être inéligibles à certains financements
- de la TVA à récupérer au Liban, dont le remboursement n'est pas assuré
- l'impact sur le résultat du retard pris dans la mise en œuvre de certains programmes
- litige sur créance née de la reprise de Madagascar

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	30/06/2017	30/06/2016
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés	4 855	4 855
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	8 096 192	6 201 399
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	8 101 047	6 206 254

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	30/06/2017	30/06/2016
Produits d'exploitation	3 635 968	4 934 554
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	3 635 968	4 934 554

Charges constatées d'avance	30/06/2017	30/06/2016
Charges d'exploitation	1 726 539	2 327 864
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	1 726 539	2 327 864

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	30/06/2017	30/06/2016
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0	361 443
Dettes fiscales et sociales	596 724	424 312
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 856 676	4 897 042
TOTAL	6 453 400	5 682 797

DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

Nature des éléments fongibles	Evaluation au bilan	Evaluation au prix de marché
		0
TOTAL	0	0

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D=A-B+C
Ressources provenant de la générosité du public	1 005 640	57 456	335 417	1 283 601
<i>Fonds Enfants roumains abandonnés</i>	833 858	0	211 000	1 044 858
<i>Fonds Société Générale pour l'Education.</i>	31 678	9 318	0	22 360
<i>Fonds Crise Syrienne</i>	0	0	6 736	6 736
<i>Fonds Haïti</i>	20 699	0	53 063	73 762
<i>Fonds Népal</i>	119 405	48 138	0	71 267
<i>Fonds Crises Famines</i>	0	0	64 619	64 619
Autres ressources privées	1 183 768	1 023 019	0	160 749
<i>Fonds Société Générale pour l'Education.</i>	393 398	261 916	0	131 482
<i>Fonds Axa changement climatique</i>	723 865	716 787		7 078
<i>Fonds CFAO</i>	38 830	16 641	0	22 189
<i>Fonds Philippines</i>	27 675	27 675	0	0
TOTAL	2 189 408	1 080 475	335 417	1 444 350

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D=A+B-C
Fonds Propres				
<i>Dotation statutaire</i>	10 000			10 000
Fonds associatifs sans droit de reprise				
<i>Fonds Enfants Roumains Abandonnés</i>	821 174			821 174
<i>Fonds d'intervention</i>	142 085		142 085	0
Réserve carbone	0	4 900		4 900
Réserve générale	734 469	1 110 218		1 844 687
<i>Report à nouveau</i>	0			0
<i>Résultat de l'exercice</i>	973 033	472 394	973 033	472 394
TOTAL	2 680 761	1 587 512	1 115 118	3 153 155

Compte d'emploi annuel des ressources globalisé avec affectation des ressources collectées auprès du public par type d'emploi

en milliers d'euros

Exercice 2016/2017, arrêté au 30 juin 2017

	A	B		C	D
EMPLOIS		Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N	RESSOURCES		Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N
			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées		1 701
1. Missions sociales			1. Produits de la générosité du public		
1.1 Réalisées en France			Dons manuels non affectés	6 459	6 459
Actions réalisées directement			Dons manuels affectés	1 681	1 681
Frais de suivi des programmes (siège)	1 434	811	Legs et autres libéralités non affectés		
Versements à des organismes en France	259	257	Legs et autres libéralités affectés	166	166
1.2 Réalisées à l'étranger			Total 1 - Produits de la générosité du public	8 306	8 306
Actions réalisées directement	29 643	2 621	2. Autres Fonds privés		
Versements à des organismes à l'étranger	2 156	1 996	Dons & subventions Entreprises privées	1 286	
Total 1 - Missions Sociales	33 492	5 686	Fondations françaises & étrangères	3 252	
2. Frais de recherche de fonds			Dons en nature comptabilisés	31	
2.1 Frais d'appel à la générosité du public			Total 2 - Autres Fonds privés	4 568	
Frais d'appel et de traitement de dons	3 155	1 842	3. Subventions institutionnelles		
Frais d'appel et de traitement des legs	1	1	Organismes gouvernementaux français	1 068	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	167		Collectivités territoriales	95	
			Union Européenne ECHO (Urgences)	8 514	
2.3 Frais de recherche des subventions publiques	220		Autres financements Union Européenne	4 596	
Total 2 - Frais de recherche de fonds	3 543	1 843	Organismes gouvernementaux étrangers	8 711	
3. Frais de fonctionnement et autres charges			Organismes internationaux	778	
Frais d'information et de communication	330	186	Total 3 - Subventions institutionnelles	23 762	
Autres frais de fonctionnement	701	396	4. Autres produits		
Total 3 - Frais de fonctionnement et autres charges	1 031	583	Cotisations	4	
I Total des emplois (compte de résultat)	38 066		Produits financiers	132	
II Dotations aux provisions	549		Autres divers	1 237	
III - Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 444		Total 4 - Autres produits	1 373	
			I - Total des ressources (compte de résultat)	38 010	
IV - Excédent de ressources de l'exercice	472		II Reprises de provisions	332	
V - TOTAL GENERAL	40 532		II - Report des ressources non encore utilisées	2 189	
V Part des acquisitions d'immobilisations brutes financées par les ressources collectées auprès du public			IV - Variation des fonds dédiés collectés auprès du public		278
VI Neutralisation des dotations aux amortissements			V Insuffisance de ressources de l'exercice		
VII Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		8 111	VI TOTAL GENERAL	40 532	8 306
			VII Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		8 111
			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées		2 173

Commentaire sur le compte d'Emploi des ressources

Le compte d'Emploi des Ressources de CARE France a été établi conformément aux principes énoncés dans la loi n°91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993 sur la présentation des comptes des associations. Il est intégré à l'annexe aux états financiers, en application de l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005. Il suit le modèle publié en avril 2008 par le Conseil National de la Comptabilité, et à l'arrêté du 11 décembre 2008 homologuant le règlement du Comité de Règlement Comptable n°2008-12.

Cet état apporte :

- Une information globale sur les emplois (colonne A) et les ressources (colonne C)
- Les emplois (colonne B) des seules ressources collectées auprès du public, et le suivi des fonds issus de ces mêmes ressources (colonne D).

1. RESSOURCES

Produits de la générosité du public : il s'agit de l'ensemble des fonds collectés auprès de personnes physiques, quel que soit le mode de collecte (mailing, recrutement face to face, évènementiel, approche grands donateurs, salariés d'entreprises).

Le total des produits issus de la générosité du public est de 8 306 K€

2. EMPLOIS

Colonne A :

La plupart des coûts sont ventilés directement par type d'emplois. Cependant, les frais de structure (loyer, charges, équipement, consommables...) et les salaires du siège de l'association sont ventilés sur les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement au prorata des effectifs et de leurs coûts salariaux :

- 13 des 16 membres de l'équipe Programmes sont affectés à 75% aux missions sociales et à 25% aux frais de recherche de fonds (recherche de subventions publiques), 100% des 3 postes restants (plaidoyer et inclusive business) sont affectés en mission sociale.
- Les équipes Marketing et Partenariats (hors programmes RSE) sont affectées à 100% aux frais de recherche de fonds.
- La part d'activité responsabilité sociétale des entreprises (RSE) de l'équipe Mécénat et Partenariat est affectée à 100% aux missions sociales.
- La directrice des Partenariats et de la Communication est affectée 50% aux missions sociales (RSE) et 50% en frais de recherche de fonds (collecte auprès des entreprises et fondations).
- L'équipe Comptabilité et Finances est affectée à 50% aux missions sociales et à 50% aux frais de fonctionnement (y compris le Directeur administratif et financier) ; les effectifs d'audit interne quant à eux sont affectés à 100% aux missions sociales.
- Le Directeur général est affecté à 26% aux missions sociales, 30% aux frais de recherche de fonds et 44% aux frais de fonctionnement et autres charges.

Colonne B :

Les emplois sur des programmes financés par des ressources affectées issues de la générosité du public sont tout d'abord positionnés sur les différentes rubriques de la colonne B. Le reliquat est ensuite utilisé pour le financement des frais de structure de l'association, sans ordre de priorité, mais uniquement en fonction du poids relatif de chaque fonction :

	Poids relatif
Suivi des Programmes	26,1%
Appel et traitement des dons	55,1%
Communication	6,0%
Fonctionnement	12,8%
Total	100,0%

L'importance des frais de recherche de fonds s'explique par les campagnes de recrutement de donateurs dans la rue, qui représentent une charge de 1 676 K€ sur l'exercice. Ces charges ne sont pas étalées, mais intégralement constatées sur l'exercice, alors qu'elles produiront des ressources pour les exercices ultérieurs.

La variation des fonds dédiés collectés auprès du public est calculée au prorata de la collecte auprès du public, lorsque cette collecte provient de plusieurs types de ressources (produits de la générosité du public, autres fonds privés et subventions institutionnelles).

T2 = Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées

Il s'agit du T1 (solde de départ), augmenté du résultat, selon l'hypothèse que seuls les produits issus de la générosité du public et non-affectés contribuent au résultat.

Ce solde est reporté sur l'année suivante en T1 : 2 173 K€